

Questions orales

M. Broadbent: Il est intéressant d'entendre le ministre nier l'avoir dit. Les journaux n'ont apporté qu'une correction pour préciser qu'il n'avait pas utilisé en anglais le mot *acquiescence* mais *quiescence*. Le ministre hoche la tête. Si c'est la seule différence, le ministre a donc dit qu'il acquiesçait. Il n'y a en principe aucune différence entre les deux assertions, et le ministre devrait le savoir. Après ce qu'il vient de dire, j'aimerais lui demander, vu qu'au cours de la fin de semaine les États-Unis ont accru leur aide militaire à la junte en lui fournissant davantage de personnel militaire, alors qu'au Congrès américain même plus de 50 représentants élus se préparent à tenter de bloquer toute aide militaire à la junte du Salvador, s'il pouvait maintenant déclarer explicitement que le Canada appuie le principe dont s'inspire le bill de M. Studd, membre du Congrès, à savoir que les États-Unis devraient cesser immédiatement toute aide militaire?

Des voix: Bravo!

M. MacGuigan: Madame le Président, nous avons eu et nous avons encore pour politique de nous opposer à ce que le Canada ou tout autre pays expédie des armes offensives au Salvador qui est déchiré par la guerre civile. Nous escomptons une solution politique et non militaire, et c'est pour cette raison que nous nous opposons à ce que tout pays expédie des armes à des États comme le Salvador, et cela s'applique également aux pays du bloc de l'Est.

● (1430)

L'APPUI À L'INITIATIVE DE L'EX-CHANCELIER DE L'ALLEMAGNE DE L'OUEST

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, le ministre sait très bien que, dans un pays où l'an dernier six personnalités des partis d'opposition ont été assassinées par le gouvernement, le seul recours qu'ont les ressortissants de ce pays pour lutter contre un régime militaire brutal est malheureusement la contre-offensive militaire. Si le ministre a une autre proposition valable et susceptible de leur rendre justice, le monde entier aimerait la connaître, j'en suis sûr.

Le ministre peut-il donner suite à ce qu'il vient de dire en demandant, par exemple, au gouvernement du Canada de prier M. Willy Brandt, ex-chancelier d'Allemagne de l'Ouest, directeur de la Commission nord-sud et chef de l'Internationale socialiste, d'intervenir directement en vue de ramener la paix dans cette région agitée du monde? Le gouvernement compte-t-il apporter son appui à une initiative semblable, qui pourrait avoir des résultats concrets?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, il me semble que les remarques du député laissent supposer avant tout qu'il se félicite, ou du moins tolère, que le bloc de l'Est envoie des armes au Salvador, mais pas les États-Unis.

Des voix: Allez donc!

M. MacGuigan: C'est exactement ce que voulaient dire ses propos.

M. Stevens: Bravo!

M. MacGuigan: A mon sens, il devrait être plus clair. Nous nous opposons à l'importation d'armes offensives au Salvador, quelle qu'en soit l'origine. Si l'initiative de M. Brandt est approuvée par son propre gouvernement et que celui-ci cherche à obtenir l'appui d'autres pays, il est bien évident que nous y réfléchirons sérieusement. Dans l'intervalle, j'ai fait connaître notre position au secrétaire américain, M. Haig, lors de notre rencontre, et nous la réitérerons aux représentants américains la semaine prochaine, lorsque nous les rencontrerons ici même.

LA DÉCLARATION ATTRIBUÉE AU MINISTRE

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Madame le Président, je reviens aux questions du député d'Oshawa et à la réponse donnée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. J'ai relevé très soigneusement la déclaration suivante qu'on lui attribue: «Je ne réproverais certainement pas la décision des États-Unis d'envoyer des armes offensives... au Salvador... Les États-Unis peuvent compter sur notre discrète quiétude. Il a affirmé catégoriquement ne pas avoir fait cette déclaration la semaine dernière. D'après la dépêche, il aurait déclaré cela le 4 février. Est-ce que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures veut bien prendre la parole pour nier absolument avoir fait cette déclaration?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, ce que je dirai c'est qu'il y a une grande différence en anglais entre les mots *quiescence* et *acquiescence*.

M. Broadbent: Expliquez-nous cela.

M. MacGuigan: Nous ne croyons avoir ni la charge ni les moyens de juger de première main la situation régnant au Salvador. L'Église catholique du Canada nous dit une chose mais le Vatican repousse carrément les affirmations de l'Église catholique canadienne. Quand j'ai rencontré la commission diplomatique du Salvador, elle m'a dit n'avoir pas reçu d'armes du bloc communiste; mais les États-Unis auraient la preuve qu'elle en reçoit. Nous n'avons pas d'ambassadeur en poste au Salvador. Nous n'avons pas de moyens de juger de la situation interne qui y règne, et nous ne cherchons pas à le faire.

Mlle MacDonald: Madame le Président, j'en conclus donc que la déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, par laquelle il a dit: «Je ne réproverais certainement pas la décision des États-Unis d'envoyer des armes offensives... au Salvador» tient toujours, puisqu'il ne l'a pas niée. Il a répondu que le Canada n'a pas intérêt à proposer des solutions; qu'il ne sait pas à qui s'en remettre, un groupe disant une chose et un autre groupe disant le contraire; que n'ayant pas de représentation là-bas, il ne sait pas ce qui s'y passe, et qu'il ne peut donc pas proposer de solutions positives. Étant donné que le Mexique, le Venezuela, le Brésil et même l'Allemagne de l'Ouest ont fait des propositions, qu'est-ce que le Canada est disposé à faire dans cette région proche de la nôtre, située dans notre hémisphère et où nous avons la grave obligation de contribuer à maintenir la paix?